Fondation Jean Jaurès

International

INQUIÉTUDES ÉCONOMIQUES FACE À LA COVID-19 : UN TERREAU POUR LE VOTE NATIONAL-POPULISTE ?

Gilles Ivaldi, Oscar Mazzoleni

18/11/2020

Quels sont les effets politiques des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire et des inquiétudes qui se cristallisent aujourd'hui au sein des opinions publiques ? Gilles Ivaldi, chargé de recherche CNRS au Cevipof-Sciences Po Paris, et Oscar Mazzoleni, professeur de science politique à l'IEP de l'université de Lausanne, présentent les résultats d'une enquête inédite récente, conduite dans quatre pays européens (Allemagne, France, Italie et Suisse) ainsi qu'aux États-Unis. Au travers de ces données comparatives, ils évaluent l'effet des inquiétudes économiques sur le soutien électoral aux partis national-populistes.

Confrontés à la pandémie mondiale de Covid-19, de nombreux citoyens en Europe et aux États-Unis expriment de profondes inquiétudes quant aux répercussions sociales et économiques du coronavirus.

Au-delà du contexte sanitaire actuel, les insécurités économiques sont au cœur de la vague national-populiste de droite qui touche de nombreux pays occidentaux depuis maintenant plus d'une quinzaine d'années (voir l'encadré ci-dessous). Ainsi que le suggère notamment Dani Rodrik, le phénomène populiste peut être appréhendé comme le résultat des multiples anxiétés et insécurités économiques créées par les crises financières, les inégalités et la mondialisation. L'important volume de recherches empiriques sur le national-populisme montre par ailleurs que cet effet est le plus souvent « médiatisé » par les attitudes à l'égard de l'immigration ou des élites politiques : les citoyens les plus exposés aux insécurités économiques sont généralement plus inquiets de l'immigration et ils se montrent volontiers plus critiques à l'encontre des partis de gouvernement et des élites politiques et sont de ce fait plus enclins au vote national-populiste.

En Europe, le succès de partis tels que le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen en France, la Ligue de Matteo Salvini ou les Fratelli d'Italia (FdI) en Italie, l'Alternative für Deutschland (AfD) outre-Rhin ou l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse témoigne de la capacité de ces

formations d'exploiter les inquiétudes relatives à l'économie, reliant ces dernières à l'immigration dont on sait qu'elle demeure un enjeu essentiel de mobilisation par les nationaux-populistes. Aux États-Unis, la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016 avait utilisé ces mêmes ressorts. À l'instar des acteurs populistes européens, Trump avait procédé à l'instrumentalisation des sentiments anti-immigration et de la demande d'autorité et d'ordre dans l'électorat américain, sur fond d'anxiété économique et de profond mécontentement à l'égard des élites et du système politique.

De nombreuses questions se posent, donc, quant aux possibles effets politiques des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire et des inquiétudes qui se cristallisent aujourd'hui au sein des opinions publiques. Pour tenter d'y répondre, nous présentons dans cette note les résultats d'une enquête inédite récente, conduite dans quatre pays européens (Allemagne, France, Italie et Suisse) ainsi qu'aux États-Unis en septembre dernier. Au travers de ces données comparatives, nous tentons d'évaluer l'effet des inquiétudes économiques sur le soutien électoral aux partis national-populistes et proposons quelques pistes de réflexion en fonction des acteurs en présence et des contextes nationaux.

À propos de la droite « national-populiste »

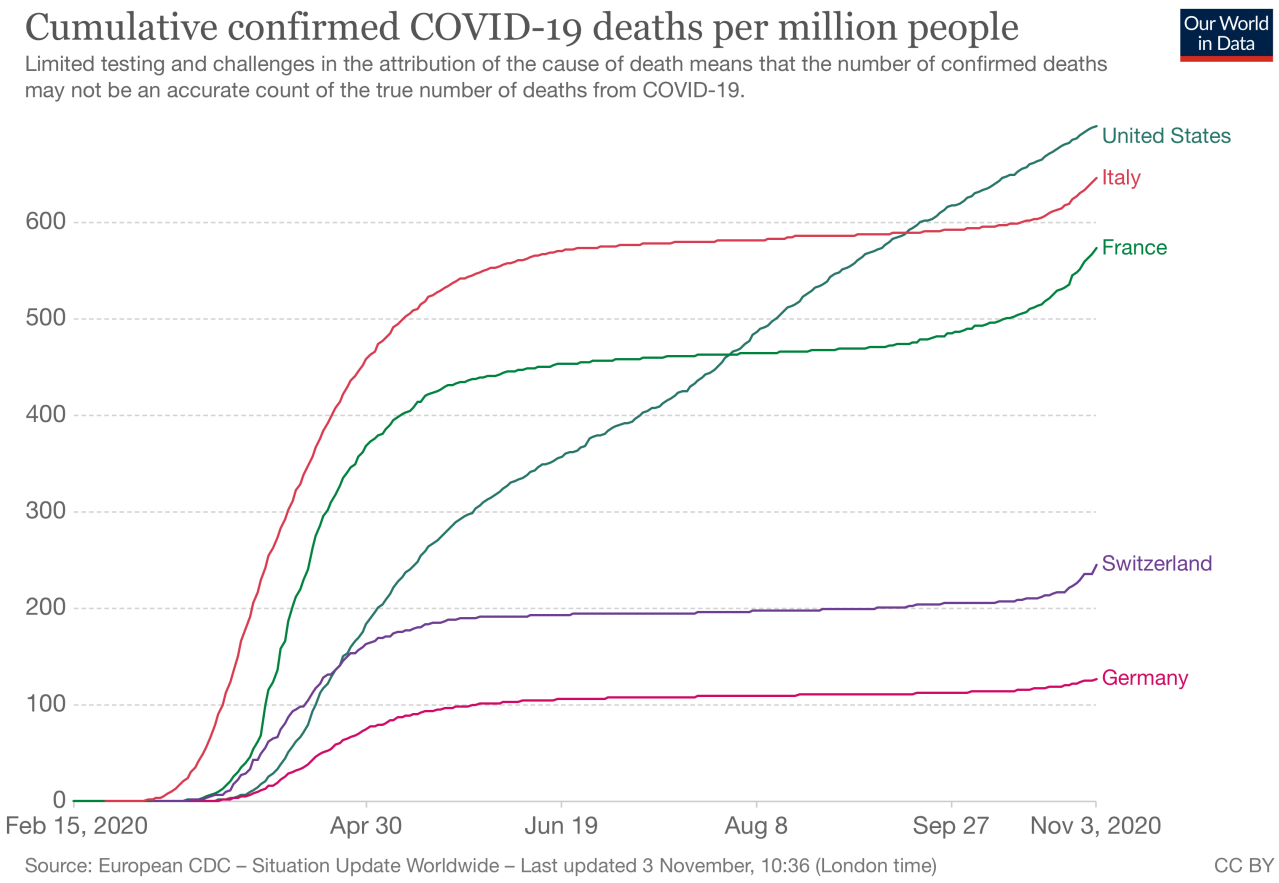
Le populisme renvoie à la valorisation de l'« homme de la rue », seul détenteur de la souveraineté, et qui serait trahi par le « système » ou les élites. Le populisme se réclame également d'une volonté de changement profond visant à redonner le pouvoir au peuple. La définition de ce peuple peut varier cependant selon les formes de populisme. Lorsque le « peuple » coïncide avec la « nation » conçue comme exclusive et fermée, c'est alors une vision caractéristique de la droite « national-populiste » telle qu'incarnée notamment par le Rassemblement national en France. Au-delà du seul RN, cette vision concerne de nombreux partis et leaders politiques aujourd'hui, à l'instar de la Ligue de Matteo Salvini en Italie, du Parti de la liberté autrichien (FPÖ), de l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne, de l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse ou du Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders aux Pays-Bas. Toutes ces formations partagent un même agenda de lutte contre l'immigration, d'instauration de la « préférence nationale » telle que popularisée par le FN français, et toutes affirment la prédominance de la souveraineté nationale. Aux États-Unis, ces thématiques ont été très largement reprises et exploitées politiquement par Donald Trump depuis 2016.

Les deux crises : crise sanitaire et crise économique

Si les effets de la crise sanitaire et de ses conséquences restent à évaluer sur le moyen et long terme pour l'ensemble des pays, y compris ceux que nous avons sélectionnés, la pandémie de coronavirus marque un tournant sur le plan socio-économique, quand bien même son impact n'est pas partout de même nature ni de même ampleur.

Les éléments de cadrage sanitaire et économique attestent de ce niveau variable de l'incidence du coronavirus. Les données statistiques récentes du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) témoignent de l'importance de la mortalité associée à la Covid-19 aux États-Unis, en Italie et en France, avec un nombre de décès par million d'habitants de trois à six fois supérieur à celui que l'on observe au même moment en Allemagne ou en Suisse (voir graphique 1).

Graphique 1. Nombre cumulé de cas confirmés de morts liées à la Covid-19 par million d'habitants



Source : Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

Au-delà de la dimension sanitaire, la pandémie représente également un défi majeur pour les

gouvernements et les partis politiques dans la plupart des démocraties occidentales. En termes économiques, l'ensemble des pays de l'enquête ont enregistré une baisse significative de la croissance au deuxième trimestre 2020, avec des prévisions de recul sur l'ensemble de l'année : de -4,3% aux États-Unis jusqu'à -8,3% dans les pays de la zone euro. De nombreuses incertitudes subsistent quant aux conséquences économiques et sociales de la pandémie à moyen terme.

Une évolution contrastée du national-populisme

Le lien entre pandémie, récession et populisme demeure toutefois complexe et encore très largement dépendant des contextes, au regard notamment de l'efficacité et de la légitimité de l'action des gouvernements et du rôle des partis, soit qu'ils partagent des responsabilités gouvernementales ou qu'ils se situent dans l'opposition.

Qu'observe-t-on dans les différents pays concernés par notre enquête ? Pour l'heure, l'épidémie de coronavirus ne semble pas jusqu'ici avoir profité, de manière univoque, aux partis national-populistes de droite. Certes, il faut comprendre comment ces forces se sont approprié les enjeux économiques et sociaux liés à la pandémie pour mieux saisir comment elles ont pu ou non réussir à capitaliser sur les effets de la crise en termes électoraux. Là où des scrutins ont eu lieu depuis le déclenchement de la crise sanitaire, on n'observe pas de poussée mécanique des acteurs populistes, comme l'atteste l'évolution récente en France, Italie, Allemagne et Suisse, ainsi que l'élection présidentielle du 3 novembre dernier aux États-Unis.

En France, en dépit d'une campagne très offensive contre Emmanuel Macron et le gouvernement depuis le début de la pandémie, dénonçant « l'incompétence » et les « mensonges » de l'exécutif, le RN ne paraît pas tirer bénéfice de la crise sanitaire ni même avoir gagné en crédibilité dans l'opinion publique. La popularité de Marine Le Pen est demeurée stable autour de 30% d'opinions positives depuis le début de l'année. Le pourcentage de Français voyant le RN en tant que principale force d'opposition au président Macron a quant à lui chuté depuis un an, de 43% en septembre 2019 à 31% en septembre 2020

En Italie, la crise sanitaire paraît surtout profiter à l'opposition de droite national-populiste incarnée par les Fratelli d'Italia, la formation issue de l'ancien parti néofasciste Movimento Sociale (MSI) emmenée par Giorgia Meloni, dont les intentions de vote sont passées de 11% en janvier 2020 à 16% en novembre. Si elle domine encore le paysage politique transalpin, la Ligue de Matteo Salvini, héritière de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, a reculé pour sa part de 8 points sur la même période, de 32% à 24% d'intentions de vote, témoignant de la difficulté du mouvement de Salvini de capitaliser sur le mécontentement à l'encontre du gouvernement de centre-gauche de Giuseppe

Conte. En dépit de sa victoire dans les Marches et du maintien de son assise en Ligurie et en Vénétie, la Ligue a reculé à l'occasion des élections régionales de septembre dernier et a échoué à ravir le pouvoir au Parti démocrate dans les Pouilles, en Campanie et en Toscane où la formation de Salvini avait investi ses principales forces.

En Allemagne, la crise sanitaire ne semble pas jusqu'ici porter le vote en faveur de l'Alternative für Deutschland (AfD). Cette dernière a connu une croissance électorale importante depuis plusieurs années, sous l'effet notamment de la « crise » migratoire de 2015. Lors des élections européennes de 2019, l'AfD avait obtenu 11% des voix en moyenne dans l'ensemble du pays, avec un soutien élevé dans les Länder de l'ex-Allemagne de l'Est. Lors des élections régionales de 2019, l'AfD a obtenu jusqu'à 27,5% de voix en Saxe et 23,5% dans le Brandebourg, faisant du parti la deuxième force dans les deux parlements régionaux. Durant la pandémie, l'AfD est apparue relativement divisée cependant et semble échouer à capitaliser sur les protestations contre les restrictions imposées par le gouvernement fédéral, avec des intentions de vote stables autour de 10% depuis le début de la crise sanitaire, derrière les Grünen et les sociaux-démocrates du SPD.

En Suisse, l'Union démocratique du centre (UDC) a reculé lors des élections fédérales en octobre 2019, même si ce parti reste le plus important sur le plan national avec 25,6% des suffrages, contre 29,4% en 2015. En septembre 2020, le parti a subi un nouvel échec lors du vote sur son initiative constitutionnelle concernant la limitation de l'immigration et pour la suppression de la libre circulation avec l'Union européenne. Une nette majorité de votants, 61,7%, s'est prononcée contre l'initiative de l'UDC. Par ailleurs, sans avoir un rôle central dans la gestion de la pandémie, le parti a ses propres représentants dans le gouvernement fédéral, avec les élus des partis du centre-droit et de la social-démocratie.

Aux États-Unis, enfin, la pandémie de coronavirus et la gestion de la crise sanitaire par Donald Trump ont été au cœur des enjeux de l'élection présidentielle de novembre 2020. Si les résultats – encore provisoires au moment où nous écrivons – semblent montrer que les questions relatives au coronavirus n'ont pas produit de démobilisation forte au sein de la base trumpiste, ces enjeux ont pu peser dans les choix électoraux et dans la dynamique en faveur du candidat démocrate Joe Biden.

De fortes inquiétudes mais qui ne nourrissent pas mécaniquement le vote populiste

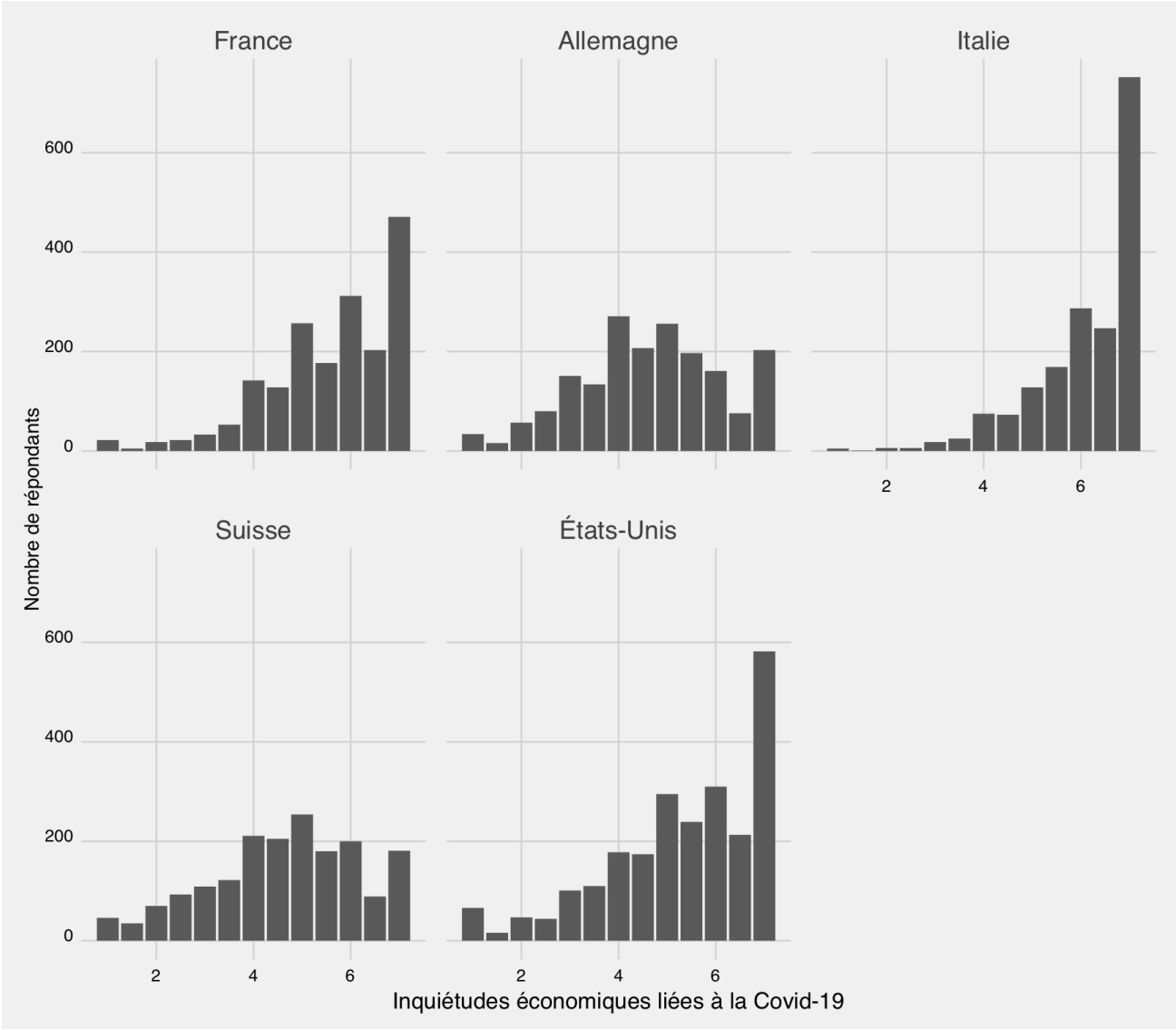
Si l'on tente d'appréhender à présent l'impact politique des conséquences économiques de la crise

sanitaire sur l'évolution des forces de la « famille » national-populiste de droite, différentes hypothèses peuvent être envisagées, s'agissant notamment du statut des partis en question, au gouvernement comme l'UDC en Suisse et Donald Trump aux États-Unis, ou dans l'opposition à l'image du Rassemblement national en France, de la Ligue et des Fratelli d'Italia en Italie et de l'Alternative für Deutschland en Allemagne.

Pour ce faire, nous prenons en compte les opinions des citoyens, avec une attention particulière sur la diffusion des préoccupations économiques et des préférences politiques. Nos données sont issues de l'enquête internationale SovPop (Souveraineté et Populisme) réalisée au mois de septembre sur des échantillons nationaux représentatifs en France, Allemagne, Italie, Suisse et aux États-Unis. Nous avons mesuré le niveau des inquiétudes socio-économiques liées à la pandémie de Covid-19, pour la situation économique nationale et le chômage. Les personnes ont également été interrogées sur un ensemble de questions politiques et sur leur intention de vote dans l'hypothèse d'une élection nationale.

Ainsi qu'on peut le voir sur le graphique 2 ci-dessous, les données recueillies dans le cadre de notre enquête montrent des niveaux différents d'inquiétudes relatives aux conséquences économiques du coronavirus, qui renvoient à la variabilité des situations nationales évoquée plus haut. Sur une échelle allant de 1 à 7, ces inquiétudes sont particulièrement fortes en Italie (moyenne de 6,1), en France (5,6) et aux États-Unis (5,3), c'est-à-dire dans des pays sévèrement affectés par la pandémie. Elles sont plus faibles en revanche en Allemagne ou en Suisse (4,6 dans les deux cas) où la pandémie semblait encore sous contrôle au moment de notre enquête en septembre.

Graphique 2. Échelle d'inquiétudes économiques relatives à la pandémie de Covid-19



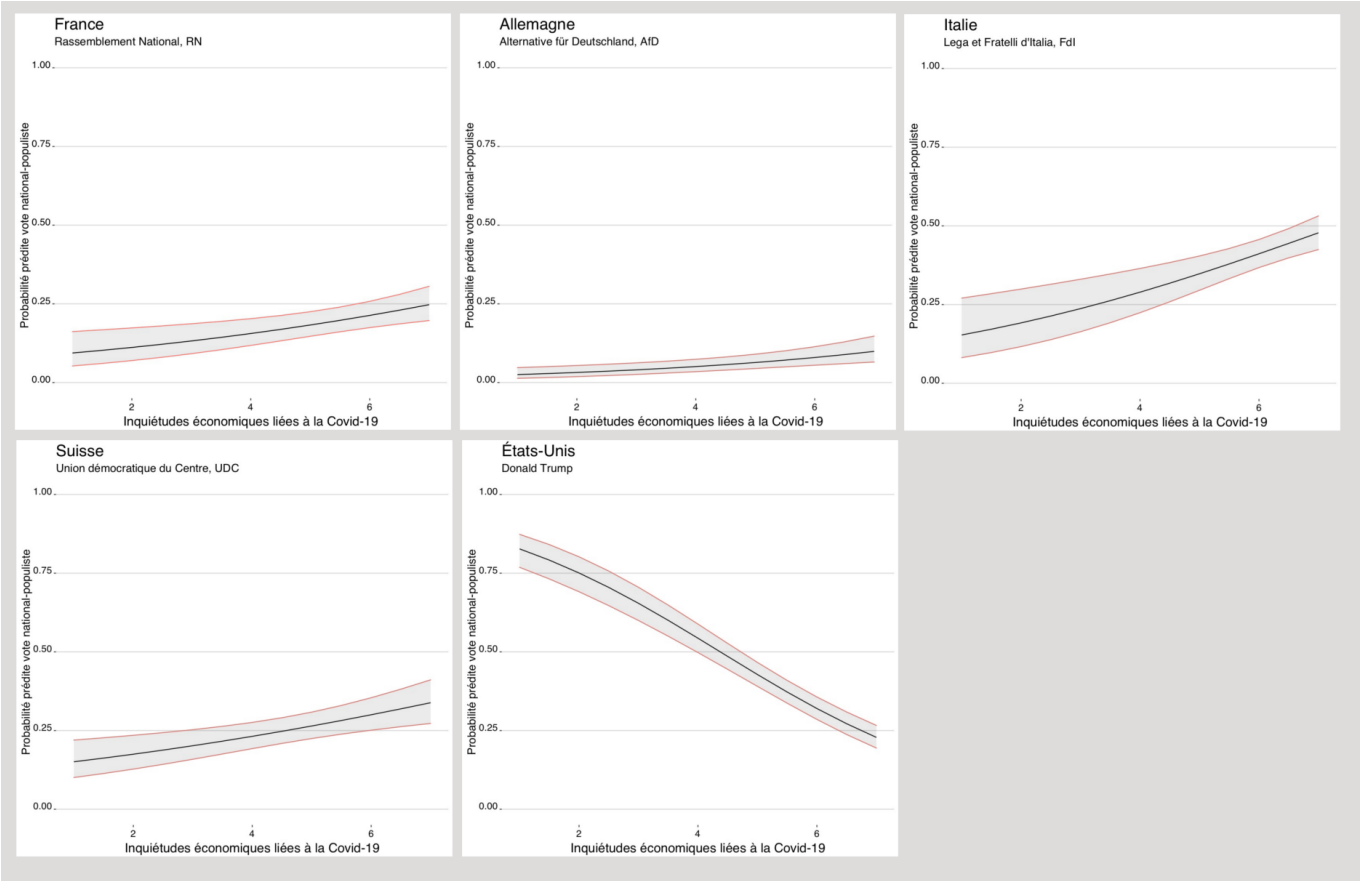
Source : Enquête SovPop, réalisée par l'Institut YouGov pour l'université de Lausanne et l'université de Nice, septembre 2020.

Notre modèle statistique permet d'évaluer l'impact spécifique de ces inquiétudes sur le vote national-populiste au niveau individuel dans chacun des pays. Dans nos quatre pays européens, les inquiétudes économiques liées à la pandémie de Covid-19 produisent, on le voit, un effet positif sur la probabilité des électeurs de choisir le Rassemblement national en France, les populistes de la Ligue ou des Fratelli d'Italia en Italie, de l'AfD en Allemagne ou de l'UDC en Suisse (voir graphique 3). Dans tous les cas, on observe une augmentation de la probabilité de vote national-populiste avec le degré d'inquiétude face aux conséquences économiques de la pandémie.

En France et en Allemagne, cet effet demeure cependant assez limité. La tendance est plus marquée en revanche en Italie où le soutien cumulé pour la Ligue et les Fratelli augmente de

manière significative chez les électeurs qui se disent les plus préoccupés des répercussions économiques de la pandémie, en gardant à l'esprit ici qu'une part très importante (42%) de l'échantillon italien se situe sur la note 7 maximale sur l'échelle (voir graphique 2 plus haut). En Suisse, l'inquiétude économique a également un effet plus significatif sur la propension à soutenir l'UDC au pouvoir, avec une probabilité de vote plus élevée parmi les électeurs les plus inquiets des conséquences économiques de la pandémie.

Graphique 3. Effet des inquiétudes économiques relatives à la pandémie de Covid-19 sur la probabilité de vote national-populiste



Source : Enquête SovPop, réalisée par l'Institut YouGov pour l'université de Lausanne et l'université de Nice, septembre 2020.

Il est important de noter que l'on raisonne ici « toutes choses égales par ailleurs » en tenant compte de la diversité des caractéristiques individuelles des électeurs, comme le genre, l'âge ou le niveau de diplôme pour isoler l'effet spécifique des inquiétudes liées à la pandémie. Le modèle prend également en compte les attitudes à l'égard de l'immigration, qui constituent traditionnellement un facteur déterminant du vote en faveur de ces partis. Il est particulièrement important ici de contrôler un éventuel effet de ce type d'anxiétés plus « culturelles », qui pourrait expliquer pour partie une plus forte propension à se tourner vers une formation ou un candidat national-populiste, indépendamment de l'appréhension de la crise sanitaire par les répondants.

Autant qu'on puisse en juger à partir de nos données, la crise sanitaire ne semble donc pas favoriser de manière mécanique le vote national-populiste en Europe. Si les inquiétudes socio-économiques face à la crise sanitaire sont bien réelles, les électeurs les plus inquiets n'apparaissent pas, pour l'heure, plus enclins à se tourner systématiquement vers des partis tels que le RN de Marine Le Pen ou l'AfD outre-Rhin. Pour cette dernière, une distinction mérite d'être établie néanmoins entre la partie occidentale et les Länder de l'ancienne Allemagne de l'Est : dans ces derniers, l'effet des inquiétudes économiques relatives à la pandémie est plus net et augmente

de manière plus substantielle la probabilité de vote en faveur de l'AfD, témoignage des fortes disparités socio-économiques qui persistent encore aujourd'hui entre l'Ouest et l'Est.

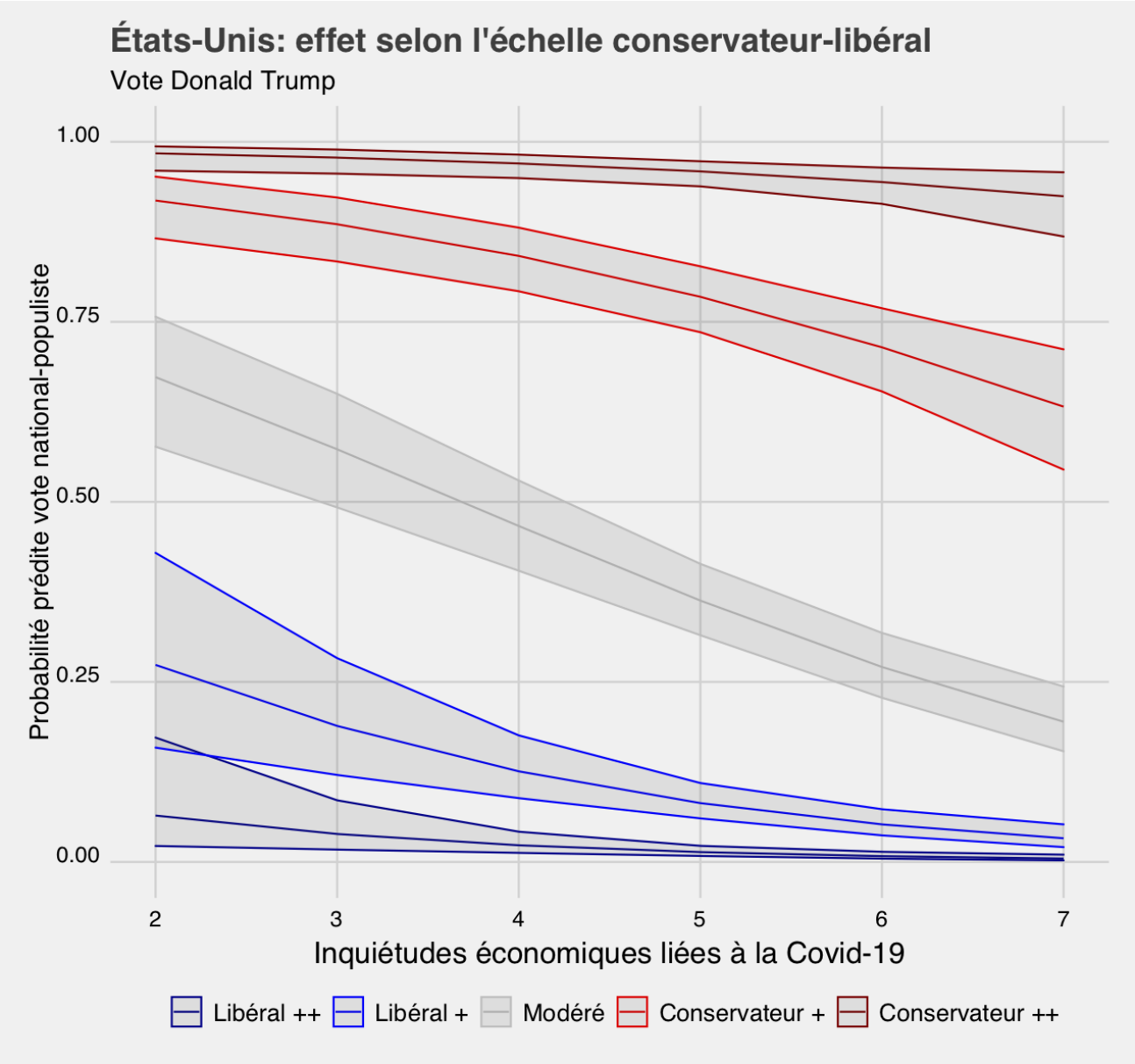
En Italie, l'effet de ces inquiétudes semble de nature à nourrir le vote en faveur des deux principaux partis de l'opposition de droite national-populiste face au gouvernement de Giuseppe Conte. Notons que l'effet est de même nature si l'on considère chacune des deux formations de droite national-populiste, la Ligue, d'une part, et les Fratelli d'Italia, d'autre part, séparément. En Suisse, enfin, l'UDC de Marco Chiesa paraît pouvoir profiter, en dépit de sa présence au Conseil fédéral, des inquiétudes économiques relatives à la pandémie – rappelons ici que cette probabilité a été mesurée au moment de l'enquête début septembre 2020, soit un mois environ avant le début d'une deuxième vague de coronavirus particulièrement sévère.

Le talon d'Achille de Donald Trump ?

Aux États-Unis, en revanche, ces mêmes inquiétudes économiques agissent très fortement mais à la baisse cette fois sur les intentions de vote en faveur de Donald Trump, telles que mesurées en septembre dernier à deux mois du scrutin présidentiel. Les électeurs américains les plus inquiets semblent d'abord se détourner du candidat républicain et une inquiétude plus élevée produit ici une diminution significative de la probabilité de voter pour le président sortant (voir graphique 3 plus haut). Contrairement à ce que l'on peut observer sur le vieux continent, cet effet est substantiel et il est visible dans toutes les catégories sociales et raciales aux États-Unis.

Cet effet mérite cependant d'être affiné en termes d'affiliation idéologique. Dans un contexte fortement polarisé, le positionnement des individus sur l'échelle traditionnelle « conservateur-libéral » peut en effet modifier de façon notable l'impact des peurs économiques relatives à la pandémie. Ainsi que le montre le graphique 4, la variable idéologique joue un rôle capital dans l'effet des inquiétudes liées à la Covid-19 : ces dernières n'affectent pas les électeurs les plus conservateurs (courbe du haut du graphique, plate) et pratiquement pas les électeurs libéraux (les deux courbes en bas du graphique). En revanche, l'effet concerne principalement les conservateurs modérés et, surtout, les électeurs qui se placent au centre du spectre idéologique : dans ces deux groupes, le niveau d'inquiétude fait baisser fortement la probabilité de voter pour Donald Trump, notamment chez les Américains qui se disent les plus inquiets des conséquences économiques de la pandémie.

Graphique 4. États-Unis : effet des inquiétudes économiques relatives à la pandémie de Covid-19 sur la probabilité de vote Trump en fonction de l'idéologie des répondants



Source : Enquête SovPop, réalisée par l'Institut YouGov pour l'université de Lausanne et l'université de Nice, septembre 2020.

Notons que ces données rejoignent les premiers éléments de compréhension de l'élection présidentielle américaine, tels que livrés par les sondages sortie des urnes. Sans surprise, la distribution du vote y est fortement indexée sur le positionnement idéologique des individus : Joe Biden aurait ainsi recueilli 89% des voix chez les électeurs qui se disent « libéraux » tandis que Donald Trump aurait réuni 84% des suffrages auprès de ceux qui se disent « conservateurs ». Chez les modérés, le candidat démocrate semble avoir pris l'avantage sur son rival républicain avec près des deux tiers (64%) des voix. Pour mémoire, en 2016, Hillary Clinton avait réuni 52% des suffrages dans cette catégorie d'électeurs.

Quelles perspectives ?

Au final, nos données suggèrent que le lien entre crise sanitaire, impact économique et vote national-populiste reste complexe et variable selon les contextes.

Sous certaines conditions, une partie significative de l'électorat peut se détourner des forces national-populistes lorsque ces dernières ont une responsabilité centrale au gouvernement. Ces enjeux se sont posés récemment pour Donald Trump aux États-Unis, Boris Johnson en Grande-Bretagne ou Jair Bolsonaro au Brésil, fortement critiqués pour leur gestion de la pandémie, notamment pour en avoir sous-estimé l'impact sanitaire et économique. Le cas des États-Unis illustre cette dynamique de sanction. Nos données indiquent que les inquiétudes économiques de la pandémie de Covid-19 ont pu constituer un talon d'Achille du national-populisme trumpiste au pouvoir, notamment au sein de l'électorat modéré qui paraît avoir été le plus sensible à l'échec de la gestion par le président sortant de la crise sanitaire.

En Europe, en revanche, l'effet de la crise ne semble pas alimenter pour l'heure de manière uniforme le vote pour les partis national-populistes. Notre modèle sur les choix individuels confirme l'absence d'effet mécanique de la crise sanitaire sur la probabilité de voter pour des forces périphériques telles que le RN en France ou l'AfD en Allemagne. En Suisse, on n'observe pas non plus de tendance à sanctionner l'UDC au pouvoir pour sa « responsabilité partagée » dans la gestion de la crise.

On peut sans doute évoquer ici un effet classique de « drapeau » (*rally-round-the-flag*), en particulier là où les gouvernements ont réagi de manière active face à la pandémie. Une étude conduite dans les premières semaines de la crise sanitaire en Europe montre un regain de soutien aux partis au gouvernement, jugés plus crédibles, plus compétents et de ce fait plus rassurants pour faire face aux multiples enjeux liés au coronavirus. Plus récemment, ces résultats ont été confirmés par une analyse portant sur onze pays sur l'ensemble du globe, qui montre un niveau de soutien accru aux dirigeants en place en fonction du degré de gravité de la pandémie.

Si l'effet de la crise ne semble pas agir partout de la même manière sur le vote pour les mouvements national-populistes, il serait bien imprudent toutefois de conclure à l'échec de ces derniers à instrumentaliser la pandémie. Face aux difficultés des gouvernements de répondre aux demandes sociales urgentes, les partis de la droite national-populiste, de par leur stratégie anti-establishment et leur discours nationaliste, sont en mesure de capitaliser sur la frustration de l'électorat le plus soucieux de l'évolution socio-économique du pays. Le cas italien semble illustrer d'ores et déjà ce mécanisme. Au-delà du cas particulier de l'Italie, de par ses répercussions

économiques et sociales à venir, la pandémie de coronavirus a le potentiel d'une déstabilisation profonde de sociétés occidentales déjà fragilisées par la crise de 2008, qui pourrait ouvrir la voie à de nouveaux succès populistes une fois l'urgence de la crise sanitaire passée.

Une version courte de cet article a été publiée conjointement sur le site The Conversation France.